



IMMIGRATION

Un tiers des Marocains récemment installés au Québec se retrouvent sans emploi. Parmi eux, de plus en plus font le choix de rentrer au pays. Focus sur les ratés de la politique d'immigration canadienne.

VISA

pour le chômage

Le 22 octobre dernier, *Une heure sur terre*, l'émission hebdomadaire phare de la chaîne TV Radio-Canada diffusait un reportage intitulé "La grande séduction marocaine". Le journaliste-réalisateur Luc Chartrand y brossait, entre autres, le portrait de trois jeunes Montréalais d'origine marocaine qui ont décidé de retourner au pays, faute de ne pas avoir pu réaliser leur rêve au Québec. Des jeunes qui ont grandi ou vécu assez longtemps dans cette province francophone du Canada pour se considérer Québécois. Super-diplômés, ils se sont

néanmoins vu contraints de rebrousser chemin, gardant un souvenir amer de l'accueil qui leur a été réservé. Ali, l'un des protagonistes du reportage, confie avoir été victime de discrimination. Il raconte que sur les trente élèves de sa classe, ils étaient quatre immigrants, deux d'Amérique Latine et deux du Maghreb. Et, surprise, ils sont les seuls à ne pas avoir pu décrocher un emploi, bien que faisant partie des meilleurs de la promotion. Aujourd'hui de retour au Maroc, ce jeune quadra gère un portefeuille immobilier de 3 milliards de dirhams pour le compte du holding ONA.

Pub mensongère

Ali n'est aucunement un cas isolé. Mohamed, ingénieur de formation actuellement au chômage, se sent floué : "La publicité véhiculée à l'étranger présente le Québec comme un eldorado. Mais une fois sur place, c'est la galère, car il faut surmonter plusieurs obstacles, parfois insurmontables", se désole ce Marocain qui a tout plaqué pour s'expatrier au Québec en 2009. D'après une récente étude menée par l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP), 34% de Maghrébins connaissent le même sort, malgré une solide connaissance de la langue françai-

se et des diplômes de niveau supérieur. Un chiffre à nuancer néanmoins, lorsque l'on sait que cette étude se base sur des statistiques réalisées en 2001. Selon les données 2008 de Statistique Canada, qui n'étaient pas encore sorties au moment où l'étude a été réalisée, le taux de chômage des Africains du Nord nouvellement arrivés au Canada ne serait que de 24%. "Quel qu'il soit, ce taux reste beaucoup plus élevé que celui de la population québécoise dans son ensemble, qui gravite autour de 8%. Ce fort décalage n'est qu'une preuve parmi d'autres des problèmes rencontrés par les Maghrébins du Québec", tient à préciser Sébastien Arcand, l'un des auteurs de l'étude et professeur à l'école HEC de Montréal.

Le grand malentendu

Pourtant, ces immigrants ont à l'origine été sélectionnés par les autorités québécoises selon leur aptitude à trouver un emploi. Comment dès lors expliquer cet échec ? Tout d'abord, les immigrés peinent à faire reconnaître leurs diplômes et l'expérience professionnelle acquise auparavant. C'est ce que pointe l'étude de l'IRPP, s'appuyant sur une série d'entretiens réalisés à Montréal et Sherbrooke avec des chercheurs d'emploi maghrébins et des recruteurs québécois. Toujours selon cette étude, la méconnaissance de l'anglais, le manque d'expérience canadienne et l'absence de réseau professionnel sont également à mettre en cause. Sans compter la discrimination dont font preuve les employeurs : depuis la première crise du foulard qui a traversé la société québécoise en 1994, accentuée par les attentats du 11 septembre, le préjugé religieux est tenace.

Mais pour Rachida Azdouz, vice-doyenne de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal et spécialiste en relations interculturelles, les difficultés rencontrées par les immigrants marocains relèvent avant tout d'un grand malentendu, aussi bien côté marocain que québécois. Les candidats à l'immigration voient rarement au-delà du rêve de fuir vers un ailleurs idéalisé : "Alors que l'immigration est une aventure qui commence à l'aéroport, certains pensent encore trouver une réponse à leurs besoins aussitôt débarqués au Québec. Quant aux autorités, elles s'attendent à accueillir un immigrant fantasmé, idéalisé, c'est-à-dire un jeune francophone expérimenté, et idéalement laïque", analyse l'universitaire.

Les immigrés peinent à faire reconnaître leurs diplômes et l'expérience acquise avant.

Côté employeurs, l'universitaire préconise une formation interculturelle qui permettrait aux recruteurs de décoder les comportements des nouveaux arrivants et d'adapter leurs pratiques, afin d'éviter les conflits de valeurs qui nuisent à l'inté-

INTÉGRATION.

Ça s'arrange avec le temps

Le nombre de Marocains admis par an au Québec est en constante progression : ils sont passés de 492 en 1969 à 3 579 en 2008, soit 0,14% de la population. Entre 2001 et 2008, le Maroc est ainsi passé du 10^{ème} au 3^{ème} rang des principaux pays d'origine des immigrés au Québec. Ce sont surtout les immigrés récemment arrivés qui subissent le chômage de plein fouet. En 2008, Statistique Canada a

publié une série d'analyses sur la population active immigrante. On y constate que 24% des immigrants issus d'Afrique du Nord qui avaient moins de cinq ans de résidence au Canada en 2006 sont au chômage. Ce taux tombe à 14,5% cinq ans après l'arrivée et atteint 6,8% après dix ans de résidence. Ce qui confirme l'étude menée par Jean Renaud, sociologue à l'Université de Montréal, selon qui le problè-

me du chômage tient davantage à la difficulté d'intégration des Maghrébins qu'à leur maîtrise du français ou autre problème. Mais l'obstacle n'est pas au niveau des diplômes : en 2010, les Fondations communautaires du Canada ont publié un rapport selon lequel le taux de chômage est quatre fois plus élevé parmi les immigrants détenant un diplôme universitaire que chez les travailleurs nés au Canada. ■

(In)formation obligatoire

Afin de mettre toutes les chances de son côté pour décrocher un emploi, il faut d'abord bien préparer son départ. Les candidats à l'immigration doivent avoir à l'esprit que le certificat de sélection délivré par les autorités canadiennes ne constitue pas à lui seul un sésame pour la belle vie. Avant de plier bagage, il est primordial de se renseigner sur les opportunités que peut offrir le marché du travail. Les nouveaux immigrés devraient également pouvoir bénéficier d'une formation pour mieux comprendre le fonctionnement de la société qui les accueille. "Or, actuellement, le MICC ne propose que des sessions de 21 heures qui s'avèrent insuffisantes", déplore Rachida Azdouz.

gration des Maghrébins. "Il faut aider les employeurs à gérer la différence et agir sur tous les fronts : la lutte contre les discriminations, l'éducation et le dialogue interculturels, les formations d'appoint, le soutien aux entrepreneurs issus de l'immigration récente et l'accès équitable à l'emploi", détaille Rachida Azdouz. Un défi d'intégration d'autant plus capital à relever pour le Québec que les besoins en main-d'œuvre se font cruellement sentir. Selon les chiffres officiels, le départ en retraite massif des baby-boomers (génération née après la Seconde guerre mondiale) laisse pas moins de 700 000 postes vacants sur la période 2007-2011. Or cette pénurie, si elle a été quantifiée, n'a pas été qualifiée. D'où l'inadéquation entre les besoins réels en main-d'œuvre et le profil professionnel des immigrants. "C'est à l'État de mieux planifier et identifier ses besoins réels en main-d'œuvre pour choisir les immigrants ayant le bon profil professionnel pour y répondre", conclut Rachida Azdouz. ■

HASSAN SERRAJI, correspondance de Montréal



Pour l'universitaire Rachida Azdouz (au centre), l'État n'a pas suffisamment bien identifié ses besoins en main-d'œuvre.